

ARRÊTÉ

Arrêté n° : ED/ST/2025/ 30

Occupation du domaine public
Rue barrée,

Le lundi 27 janvier 2025 ,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 199 du 30 Juin 2022 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1^{er} Septembre 2022,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de raccordement au réseau AEP, par l'entreprise **SEAO VEOLIA**, il est nécessaire de barrer la rue aux Flageards.

ARRÊTONS

Article 1 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **VEOLIA**, au droit de la rue aux Flageards, le lundi 27 janvier 2025.

Article 2 : L'entreprise **VEOLIA** est autorisée à barrer la rue aux Flageards, le lundi 27 janvier 2025.

Article 3 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit De la rue aux Flageards, le lundi 27 janvier 2025.

Article 4 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : Toute la sécurité sera mise en place par l'entreprise **SEAO VEOLIA**, pour la protection des passants et des usagers de la route.

Article 7 : Les barrières de rue barrées Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par l'entreprise.

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 16 JAN. 2025



Le Maire
Pour le Maire,
Et par Délégation
Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire